Villejuif : La politisation des quartiers populaires (p. 4)

COMMUNISTES

Jeunes communistes

Le calendrier militant de l'été (p. 8)



vidéo

Remaniement : Arrêtons avec les "on va faire ci, on va faire ça".

L'AIR DU TEMPS

Cumulard

Sur le site de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), Jean Castex est déclaré comme magistrat à la Cour des comptes, délégué interministériel aux grands événements, délégué interministériel aux JO, président du CA de l'Agence nationale du sport, vice-président de Solideco, président d'un festival de musique de chambre, maire, conseiller général, conseiller départemental, président de communauté de communes. Au *Figaro* on le présente comme un haut fonctionnaire entreprenant, mais en bon français ça s'appelle un cumulard.✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2020 (cliquez)

Je verse :.....€

"En pleine bataille des retraites donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Replay



Replay



Remaniement

Les ministres changent… pour que rien ne change

Le nouveau gouvernement est à l'image du nouveau Premier ministre : de droite et aux ordres d'un président de la République accroché à son cap ultralibéral. Ce cap a pourtant amplement démontré, en particulier ces derniers mois, ce qu'il a coûté à nos services publics comme aux infrastructures de l'État, et à quel point il tourne le dos aux attentes sociales du pays ainsi qu'aux exigences écologiques ou climatiques.

En guise de « nouveau chemin », Emmanuel Macron est décidé à poursuivre une politique au service exclusif des grands groupes et de leurs actionnaires avides de dividendes en augmentation constante.

Après la nomination d'un Premier ministre formé à l'école du sarkozysme, la composition de ce gouvernement est clairement ancrée à droite. Loin des postures affichées par Les Républicains, démonstration est faite de la convergence de ses orientations avec le macronisme.

C'est l'emploi, les salaires, les services publics, notre système de protection sociale et de retraites, notre industrie nationale, nos libertés individuelles et collectives qui vont en faire les frais. Et la crise économique, financière, sociale et écologique, qui balaie la France comme la planète, en sera d'autant plus aggravée.

Cette politique de régression n'a pas de majorité dans le pays.

Les Français.es ne veulent pas des aides sans condition aux grands groupes, qui se traduisent en d'innombrables délocalisations, fermetures de sites et plans massifs de licenciements. Ils ont dit par millions, dans la rue, qu'ils refusaient le retour d'une réforme des retraites qui conduirait à l'effondrement des pensions. Ils attendent une politique de relance qui réponde à leurs exigences de justice, non le verdissement de choix qui creusent les inégalités et détruisent l'environnement.

Pour le PCF, l'heure est à la résistance et à la conquête de nouveaux droits en faveur de la majorité de notre peuple. Elle est à l'augmentation des salaires, à commencer par ceux des femmes, « premières de corvée » ces derniers mois, à la sécurisation de l'emploi et de la formation tout au long de la vie, à la réduction de la durée du travail, au développement des services publics, notamment de la santé publique. Elle est à une autre utilisation de l'argent au service du bien commun. Elle est à la construction d'une alternative, qui mette à l'ordre du jour un nouveau modèle de développement plaçant l'humain et la planète au cœur de tous les choix, qui inaugure un nouvel âge de la démocratie dans notre pays.✪

PCF

Paris, le 7 juillet 2020



COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e -
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi.
RÉDACTION : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) Mèl : **communistes@pcf.fr**
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

La clé de la victoire à Villejuif

La politisation des quartiers populaires

S'il devait y avoir une seule élection qui ne ressemble à aucune autre, il s'agirait bel et bien de l'élection municipale. La carte des résultats en témoigne, même si, ici où là, on peut tomber dans la simplicité de la "vague verte". En réalité, les résultats témoignent d'une très grande hétérogénéité. D'une part, d'une abstention massive qui remet parfois même en cause la légitimité de l'élection, et du basculement droite/gauche et gauche/droite qui n'est, à mon avis, en rien un "dégagisme naturel", mais bel et bien une réelle politisation de l'élection, souvent sur des questions qui ne sont pas suffisamment prises en compte par les majorités sortantes.

De ce point de vue, la question du droit à la ville, l'enjeu écologique et l'efficience des services publics ont été les sujets prédominants pour les électeurs de gauche à Villejuif, comme dans le pays, auxquels il convient d'ajouter la tranquillité publique et le cadre de vie.

En 2014, la perte de la ville nous "oblige" à ouvrir en grand le débat avec la population pour comprendre les raisons de la défaite. Évidemment, l'attelage contre nature "droite/gauche" se constitue sur une volonté de faire tomber un maire communiste, mais elle devient crédible parce que les politiques d'austérité subies éloignent le personnel communal de la gestion municipale, la question épineuse de la dette de la ville et des emprunts toxiques, et concrètement la rapacité des banques et des marchés n'est pas affrontée dans le débat avec les habitants.

À cela s'agrège l'incapacité de mener les batailles politiques pour transformer/rénover les quartiers populaires. La situation est vécue comme un "abandon" par les couches populaires et nous savons ô combien l'abstention est plus forte chez les ouvriers et employés. Les projets de nouvelles constructions engagés en fin de mandature sont vécus eux aussi comme une densification à marche forcée, alimentant un "sentiment" de déclassement pour les catégories intermédiaires et supérieures et déjà une gentrification pour les couches populaires.

Avec l'arrivée de la droite, la "gentrification" et le prix de l'immobilier explosent. Plus de 70 projets visent littéralement à remplacer les couches populaires et une casse du service public municipal se met en marche.

Les communistes organisent tout de suite les luttes contre la fermeture d'une école maternelle, celle du centre municipal de santé, des mairies annexes, d'un bureau de poste dans le quartier des Lozaits, et dans la dernière ligne droite contre la privatisation de l'office public de l'habitat, dont la vente avait été négociée secrètement avec le rapace CDC Habitat.

L'élection en 2015 de nos camarades Pierre Garzon et Flore Munck en tant que conseillers départementaux nous a confortés dans le travail de reconquête et l'objectif que nous nous étions fixé.

Pleinement engagé dans son mandat et sur le terrain, Pierre Garzon a fait la démonstration concrète de l'utilité d'avoir des élus communistes et ainsi d'asseoir son "leadership" à gauche, en lien étroit avec le travail des communistes.

Dès 2018, nous savons que deux conditions sont à réunir pour battre le maire sortant qui a su, malgré les affaires, asseoir son autorité. Le rassemblement des forces de progrès et surtout l'implication la plus large des Villejuifois pour construire les contenus et la campagne. Concrètement, mettre dans les mains du plus grand nombre les enjeux de l'élection.

En premier lieu, dans les quartiers populaires, les mères de famille ; et dans la dernière ligne droite les jeunes villejuifois ont été fortement mobilisés. Sans détour, ils ont exprimé ce qu'ils et elles ne voulaient plus et surtout ce à quoi ils et elles aspirent. Nos résultats dans ces bureaux de vote atteignent 80 % des voix, avec une participation bien supérieure par rapport au premier tour et devant les bureaux favorables au candidat de droite.

Le Parti a donc joué pleinement son rôle d'impulsion, d'élévation des consciences et de politisation des enjeux de l'élection au service d'une réappropriation collective et citoyenne du devenir de la ville.

En plusieurs mois, nous sommes passés de la "feuille blanche" à un programme de 120 propositions novatrices, audacieuses et crédibles construites par les habitants.

En construisant le rassemblement le plus large à la base et en élevant les exigences et contenus, nous avons fait une belle démonstration de construction politique, tout en renforçant le Parti avec des dizaines d'adhésions nouvelles.

Ce travail de longue haleine et d'investissement extrêmement important a permis de "libérer Villejuif", comme le criaient avec sourire et des étincelles dans les yeux des centaines de Villejuifois, le dimanche 28 juin sur l'esplanade Pierre-Yves Cosnier.

Une nouvelle page de progrès s'ouvre avec Pierre Garzon, nouveau maire communiste de Villejuif, pour répondre à l'immense attente de la population et chercher à répondre aux conséquences de la crise économique qui va fortement frapper toutes les couches de la population.✪



Ozer Oztorun
secrétaire de section

France/Allemagne : antifascisme

Cérémonie d'hommage

À l'occasion du 75° anniversaire de la victoire sur le nazisme, le DKP, Die Linke et le PCF ont organisé la première cérémonie transfrontalière pour rendre un hommage commun aux victimes du nazisme et à tous ceux qui l'ont combattu, le samedi 4 juillet au camp de la Gestapo Neue Bremm. (La cérémonie était prévue le week-end du 8 mai mais reportée à cause de la pandémie.) Neue Bremm était un camp de détention de la Gestapo durant la Seconde Guerre mondiale. Près de 20 000 personnes de près de douze pays européens y ont été détenues.

Cette cérémonie regroupant des délégations venues de trois pays (des délégations du KPL et de DEI LENK du Luxembourg étaient présentes) et associant les organisations syndicales est une première. Il s'agissait d'un hommage à toutes les victimes du nazisme sans exception, mais aussi à toutes celles et tous ceux qui l'ont combattu, non seulement durant la guerre mais aussi pendant les terribles années qui ont conduit à la guerre. La Moselle, dans les années trente, a connu un grand mouvement de solidarité pour soutenir et aider les opposants aux nazis. Cette solidarité était organisée par le mouvement ouvrier. Honorer aujourd'hui, ensemble, toutes les personnes qui ont résisté et qui se sont opposées au nazisme est non seulement une obligation morale mais c'est aussi célébrer la puissance de l'engagement, la force de l'espoir de ceux et celles qui ne renoncent jamais, portés par la puissance de leurs convictions si multiples.

À l'occasion de cette cérémonie, les organisateurs ont voulu rappeler les liens qui ont toujours existé entre les travailleurs lorrains et sarrois, tissés au cours de leur histoire commune, renforcés particulièrement durant les années 30.

Avant le référendum de rattachement de la Sarre au IIIe Reich, des milliers de mineurs sarrois travaillaient dans les mines de Lorraine aux côtés de leurs camarades mosellans. Ainsi le 6 août 1934, les travailleurs lorrains participèrent à Völklingen à la grande manifestation unitaire contre la cession de la Sarre à l'Allemagne hitlérienne. D'ailleurs le journal de Barbusse « Front mondial contre une guerre impérialiste et fasciste » était rédigé et imprimé à Sarrebrück. Des meetings se tinrent dans les villes frontalières de Moselle regroupant les forces antifascistes, comme celui de Stiring avec 800 personnes. Après le referendum du 13 janvier 1935 la solidarité s'intensifia, lorsque des milliers d'antifascistes allemands durent quitter la Sarre pour échapper à la Gestapo. Ils furent accueillis de l'autre côté de la frontière par les partis de gauche en Moselle, notamment le Parti communiste et le Parti socialiste, qui les aidèrent à se rendre dans d'autres régions françaises afin de retrouver du travail. En 1936 une manifestation du Front populaire longea la frontière au rythme de l'Internationale. " Heinz Bierbaum pour Die Linke et Jacques Maréchal pour le PCF ont rappelé l'importance pour la gauche en Europe de porter des solutions alternatives au néolibéralisme, de solutions de coopérations et de solidarité contre la montée du nationalisme.



Jacques Maréchal
membre du CN
secrétaire départemental de Moselle

Filière aéronautique/suppressions d'emplois à Airbus

Non au renoncement industriel de la France

Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, accompagné de Pierre Lacaze, secrétaire départemental du PCF, et de Dominique Satgé, conseillère régionale, s'est rendu à Toulouse pour en débattre avec les salariés d'Airbus, Derichebourg et Altran et leurs organisations syndicales.

Malgré le plan de soutien de 15 milliards d'euros pour la filière, les grands groupes de l'aéronautique multiplient les annonces de plans sociaux massifs : après Air France et ses 7 500 emplois menacés, c'est au tour d'Airbus de procéder au plus grand plan de suppressions d'emplois de son histoire (15 000 dont 5 000 en France).

Avec eux, ce sont des dizaines de milliers d'emplois dans la sous-traitance qui pourraient disparaître.

Pour certains, ces plans de restructuration, aujourd'hui au nom de la baisse d'activité, succèdent à d'autres plans (Transform 2015 puis Perform 2020 chez Air France, avec plus de 7 000 emplois déjà supprimés), imposés en leur temps au nom de la compétitivité et de la rentabilité. Pour d'autres, ils étaient déjà envisagés avant la crise sanitaire.



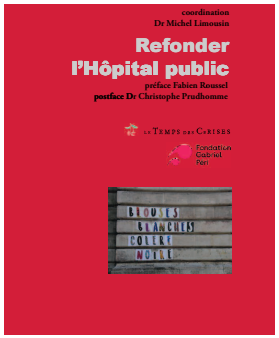
Cette filière est stratégique pour la France. En termes de balance commerciale bien sûr, mais aussi de compétences, de savoir-faire, d'innovation industrielle, alors que le transport aérien doit se projeter dans la révolution écologique et participer à une complémentarité des modes de déplacements. Elle l'est également pour le développement des territoires en Europe et en France, particulièrement à Toulouse et dans son agglomération.

Le PCF refuse les logiques de court-termisme et de rentabilité financière, comme le renoncement industriel de la France face à l'Allemagne et aux États-Unis. Il veut travailler à un véritable plan de développement de la filière dans son ensemble, à l'appui des aides publiques qu'il faut désormais mettre sous contrôle. ✪

Fabien Roussel
secrétaire national du PCF
député du Nord
Paris, le 1er juillet 2020

LE TEMPS DES CERISES

Coordination Dr Michel Limousin
Refonder l'hôpital public
Préface Fabien Roussel
Postface Dr Christophe Prudhomme



parution Juin 2020
coédition
Le Temps des Cerises
La Fondation Gabriel Péri

FORMAT : 14 x 19,5 cm
388 pages
22 €

La pandémie du Covid 19 qui a traversé le monde et mis la France à l'arrêt pendant plusieurs semaines a révélé dans toute son ampleur la crise de l'hôpital public, et plus généralement, du système de santé en France.
Mais dès avant cela, un fort malaise s'était exprimé par de nombreux mouvements sociaux touchant tous les secteurs, les urgences comme les autres services, les aides-soignants comme les médecins. (Rappelons par exemple que 1200 médecins, avaient démissionné de leurs fonctions administratives). Le personnel médical, qui a été applaudi tous les soirs pendant cette crise sanitaire, souffre depuis plusieurs années des politiques d'austérité.
En vingt ans c'est 100 000 lits d'hôpitaux qui ont été supprimés.
Une transformation profonde est nécessaire, pour rompre avec la logique ultra-libérale où l'économie l'emporte sur la santé, la concurrence sur la coopération, les intérêts privés sur l'intérêt général. De plus, l'hôpital est confronté à des mutations, épidémiologiques, médicales, avec l'introduction par exemple des biotechnologies qui doivent révolutionner la médecine et nécessitent des changements profonds. Les médecins, les infirmières, les syndicalistes et les usagers qui participent à cet ouvrage collectif, coordonné par le docteur Michel Limousin, avancent leurs idées pour refonder l'hôpital public. Ils se prononcent pour une nouvelle loi de santé publique.

les auteurs : Dr Michel Limousin (membre du Conseil scientifique de la Fondation G. Péri), Maryse Montangon, Dr Michèle Leflon, Évelyne Vander Heym, Claude Chavrot, Frédéric Rauch, Dr Éric May, Dr Frédéric Boulanger, Christiane Appiani, Dr Paul Cesbron, Serge Klopp, Christiane Caro, Dr Fabien Cohen, Dr Nadine Khayi.

BON DE COMMANDE

NOM.....PRÉNOM.....
ADRESSE.....
.....
.....
VILLE.....CODE POSTAL.....
COURRIEL.....TEL.....
Je réserve .....exemplaires du livre
« REFONDER L'HÔPITAL PUBLIC »
PRIX À PARUTION 22 €
à retourner avec votre règlement au Temps des Cerises éditeurs
77, Bd Chanzy 93100 Montreuil

Rencontre avec le Parti communiste soudanais

Le 1er juillet, le Parti communiste français a rencontré une délégation du Parti communiste soudanais (PCS). Ali Saïd, membre de la direction du PCS, au côté de Khansa Mahjoub Merghani, responsable de la section France du PCS, et Isaam Othman, représentant en France du PCS, ont pu faire un point sur les événements et la construction de la transition de « l'après El Béchir » avec Pierre Laurent, Chrystel Le Moing, membre du collectif Afrique, et Cécile Dumas.

Cette rencontre s'est passée au lendemain de nouvelles très grandes manifestations dans plusieurs villes du Soudan qui ont vu des dizaines de milliers de personnes demander pacifiquement aux militaires le transfert du pouvoir à un gouvernement civil.

Un échange très important pour comprendre le rôle du Parti communiste soudanais dans la période de transition que vit le pays et pour avoir de véritables informations qu'aucun média européen ne diffuse. Beaucoup de sujets ont été abordés, comme le pouvoir des militaires, la mise en fonction du barrage sur le Nil, le gouvernement de transition, les relations avec l'Égypte, l'Éthiopie, l'Arabie saoudite, le Yémen, le rôle de l'ONU dans la « gestion » de cette transition, la plateforme soudanaise pour le changement, la volonté populaire d'installer la démocratie au Soudan, la vie des Soudanais en France, mais aussi la nécessité d'informer à l'extérieur de ce qui se passe et le besoin de solidarité internationale pour la réussite de ce changement.

Ali Saïd explique très clairement la position du PCS au cœur du mouvement populaire qui est né en janvier 2018 et qui a permis la chute d'El Béchir. Il nous précise qu'ils ont toujours favorisé et priorisé l'alliance d'associations et de différents partis pour construire et veiller à l'application de la plateforme de transition, en étant au milieu de cet immense mouvement pacifique pour arriver à la démocratie et au changement. Cette plateforme énonce des points forts pour l'éducation, la santé, la liberté, la justice et la recherche de solutions pour les réfugiés des camps protégés par l'ONU.

Un des objets des dernières grandes manifestations à l'appel des comités de quartier est de continuer la pression populaire pour l'application de la plateforme de transition. Ainsi, après 3 ans de ce gouvernement de transition, il doit y avoir une grande convention nationale qui aura pour objectif de décider des modalités d'élections et d'installer la démocratie, précise Ali Saïd.

« Continuer la pression populaire pour l'application de la plateforme de transition. »



Il est évident que des pays voisins comme l'Égypte et l'Arabie saoudite ne sont pas forcément très favorables à ce mouvement populaire pacifiste cherchant à porter des politiques de progrès. D'ailleurs, les réticences de l'Égypte au sujet de la mise en eau du barrage sur le Nil en Éthiopie ne sont peut-être pas très sincères. Ali Saïd nous précise que ce barrage est un outil fondamental au développement du Soudan, il est l'outil qui permettra l'accès à l'électricité d'une grande partie de la population.

La rencontre s'est conclue avec l'expression d'une volonté commune de coopération et d'informations régulières. ✪

Cécile Dumas
membre du CN
adjointe secteur international



PCF
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Débat organisé par le secteur international du PCF
diffusion sur @pcfmonde
à partir 17H

Vendredi 10 juillet

Brésil : quelles alternatives à Bolsonaro ?

entretien avec
Ana Prestes, membre de la commission internationale du PCdoB

Animé par **Arthur Diot**

Les JC à l'offensive durant l'été !

Une actualité forte…

Si les lycéennes et lycéens sont désormais libérés de leurs activités scolaires, c'est une nouvelle période qui s'ouvre avec l'arrivée de la période estivale. Dans un climat économique particulièrement compliqué, nombre de jeunes vont se salarier cet été pour financer leurs années d'études à venir, ou simplement poursuivre leur activité professionnelle habituelle.

La crise économique en cours est en train de servir de prétexte à Macron et au Medef pour s'attaquer aux travailleuses et travailleurs : plans de licenciements massifs, chantage à l'emploi et baisse des salaires semblent être les seules propositions de la bourgeoisie. Ces mesures touchent particulièrement les jeunes. Face à cela, l'action du MJCF durant l'été est essentielle, afin de porter un contre-projet et faire connaître nos propositions d'urgences pour ne pas faire payer la crise à la jeunesse.

Sur la scène internationale aussi, la période estivale est celle de tous les dangers. L'élection en mai dernier d'un gouvernement "d'union nationale" en Israël fait craindre le pire pour le peuple palestinien. Les projets d'annexions se multiplient et vont se développer durant l'été, au mépris du droit international. Face à cela, il y a urgence à faire entendre la voix de celles et ceux qui portent le combat pour une paix juste et durable en Palestine.

Pour cela, tout au long de l'été le MJCF va lutter pour faire connaître la figure de Marwan Barghouti à travers tout le pays.

Durant les deux mois de la période estivale, les jeunes communistes vont aller à la rencontre des jeunes, à travers des initiatives originales, sortant des lieux de militantisme habituels.

… qui nécessite une activité forte

Maintenir une activité du MJCF cet été est nécessaire après la longue période de confinement que nous avons connue. Durant cette période, nos moyens d'action avaient dû être repensés et pendant plus de deux mois l'activité militante sur le terrain avait dû être mise entre parenthèses.

Ces dernières semaines, le MJCF a pu retrouver toute sa place sur le terrain et nous allons poursuivre cette dynamique. Militer cet été doit permettre de rendre visible le MJCF auprès des jeunes et d'assurer une continuité de l'organisation durant ces deux mois, sans marquer de coupure estivale.

En plus d'initiatives fédérales pour faire vivre le droit aux vacances et la solidarité durant l'été, l'activité du MJCF sera tournée vers trois actions : des déploiements de banderoles sur les routes des vacances,



la tenue de tables militantes et l'organisation de collages d'affiches. Il s'agit bien de rendre visible, partout où cela est possible, le MJCF et ses revendications.

Au vu du contexte, le MJCF doit apporter une réponse politique aux centaines de milliers de jeunes qui subissent de plein fouet la crise économique. Des milliers d'entre elles et eux vont se retrouver sans perspective d'avenir, sur un marché de l'emploi saturé en septembre. Le MJCF doit être force de propositions pour la jeunesse. C'est dans ce sens que durant toute la période estivale, nous mettrons en avant les quinze revendications immédiates du MJCF qui ont été formulées à la suite du confinement, particulièrement celle sur l'ouverture du RSA pour les moins de 25 ans. Durant tout l'été le MJCF va populariser ces revendications à travers des collages d'affiches, tables militantes et des déploiements de banderoles.

En Palestine le contexte est brûlant d'actualité. Avec l'annexion de la vallée du Jourdain et d'une partie des colonies israéliennes, le nouveau gouvernement Gantz-Netanyahou se montre particulièrement à l'offensive contre la Palestine. Le peuple palestinien est asphyxié par la politique coloniale israélienne qui emprisonne massivement ses opposants. Tout au long de l'été, le MJCF fera signer la pétition pour la libération de l'ensemble des prisonnières et prisonniers politiques palestiniens, notamment celle de Marwan Barghouti. Populariser ces symboles de la répression israélienne doit servir de levier pour pointer du doigt et dénoncer les agissements d'Israël.

Vous l'aurez compris, pour les jeunes communistes, l'été sera chargé ✪!

Jeanne Péchon
coordinatrice nationale
à la vie des départements du MJCF

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.



Je verse :.....€ **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM :..... PRÉNOM :.....

ADRESSE :.....

.....

CODE POSTAL..... Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19